Texte original

Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées

Conclu à Strasbourg le 18 décembre 1997
Approuvé par l'Assemblée fédérale le 19 décembre 2003¹
Instrument de ratification déposé par la Suisse le 18 juin 2004
Entré en vigueur pour la Suisse le 1^{er} octobre 2004
(État le 24 septembre 2024)

Préambule

*Les États membres du Conseil de l'Europe,
et les autres États signataires du présent Protocole,*

désireux de faciliter l'application de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées², qui a été ouverte à la signature à Strasbourg le 21 mars 1983 (ci-après dénommée «la Convention») et, en particulier, de poursuivre ses objectifs énoncés de servir les intérêts d'une bonne administration de la justice et de favoriser la réinsertion sociale des personnes condamnées,

conscients du fait que de nombreux États ne peuvent pas extradier leurs propres ressortissants,

considérant qu'il est par ailleurs souhaitable de compléter la Convention à certains égards,

sont convenus de ce qui suit:

Art. 1 Dispositions générales

1. Les termes et expressions employés dans le présent Protocole doivent être interprétés au sens de la Convention.
2. Les dispositions de la Convention sont applicables dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions du présent Protocole.

Art. 2³ Personnes évadées de l'État de condamnation

1. Lorsqu'un ressortissant d'une Partie, qui a fait l'objet d'une condamnation définitive prononcée sur le territoire d'une autre Partie, vise à se soustraire à l'exécution ou à la poursuite de l'exécution de la condamnation dans l'État de condamnation, en se réfugiant sur le territoire de la première Partie avant d'avoir accompli la condamna-

RO 2004 4307; FF 2002 4036

¹ Art. 1 al. 1 de l'AF du 19 déc. 2003 (RO 2004 4161).

² RS 0.343

³ Voir toutefois l'art. 1 du Prot. du 22 nov. 2017 (RS 0.343.11).

tion, l'État de condamnation peut adresser à la première Partie une requête tendant à ce que celle-ci se charge de l'exécution de la condamnation.

2. À la demande de la Partie requérante, la Partie requise peut, avant la réception des pièces à l'appui de la requête ou dans l'attente de la décision relative à cette requête, procéder à l'arrestation de la personne condamnée ou prendre toute autre mesure propre à garantir qu'elle demeure sur son territoire dans l'attente d'une décision concernant la requête. Toute demande dans ce sens est accompagnée des informations mentionnées dans le par. 3 de l'art. 4 de la Convention. L'arrestation à ce titre de la personne condamnée ne peut pas conduire à une aggravation de sa situation pénale.

3. Le transfert de l'exécution ne nécessite pas le consentement de la personne condamnée.

Art. 34 Personnes condamnées frappées d'une mesure d'expulsion ou de reconduite à la frontière

1. Sur demande de l'État de condamnation, l'État d'exécution peut, sous réserve de l'application des dispositions de cet article, donner son accord au transfèrement d'une personne condamnée sans le consentement de cette dernière lorsque la condamnation prononcée à l'encontre de celle-ci, ou une décision administrative prise à la suite de cette condamnation, comportent une mesure d'expulsion ou de reconduite à la frontière ou toute autre mesure en vertu de laquelle cette personne, une fois mise en liberté, ne sera plus admise à séjourner sur le territoire de l'État de condamnation.

2. L'État d'exécution ne donne son accord aux fins du par. 1 qu'après avoir pris en considération l'avis de la personne condamnée.

3. Aux fins de l'application de cet article, l'État de condamnation fournit à l'État d'exécution:

- a) une déclaration contenant l'avis de la personne condamnée en ce qui concerne son transfèrement envisagé, et
- b) une copie de la mesure d'expulsion ou de reconduite à la frontière ou de toute autre mesure en vertu de laquelle la personne condamnée, une fois mise en liberté, ne sera plus admise à séjourner sur le territoire de l'État de condamnation.

4. Toute personne qui a été transférée en application de cet article n'est ni poursuivie, ni jugée, ni détenue en vue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, ni soumise à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour un fait quelconque antérieur au transfèrement, autre que celui ayant motivé la condamnation exécutoire, sauf dans les cas suivants:

- a) lorsque l'État de condamnation l'autorise: une demande est présentée à cet effet, accompagnée des pièces pertinentes et d'un procès-verbal judiciaire consignait les déclarations de la personne condamnée; cette autorisation est donnée lorsque l'infraction pour laquelle elle est demandée entraînerait elle-

⁴ Voir toutefois l'art. 2 du Prot. du 22 nov. 2017 (RS 0.343.11).

même l'extradition aux termes de la législation de l'État de condamnation, ou lorsque l'extradition serait exclue uniquement à raison du montant de la peine;

- b) lorsque, ayant eu la possibilité de le faire, la personne condamnée n'a pas quitté, dans les 45 jours qui suivent son élargissement définitif, le territoire de l'État d'exécution, ou si elle y est retournée après l'avoir quitté.

5. Nonobstant les dispositions du par. 4 du présent article, l'État d'exécution peut prendre les mesures nécessaires conformément à sa législation, y compris le recours à une procédure par défaut, en vue d'une interruption de la prescription.

6. Tout État contractant peut, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, indiquer qu'il ne prendra pas en charge l'exécution de condamnations sous les conditions énoncées dans le présent article.

Art. 4 Signature et entrée en vigueur

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des États membres du Conseil de l'Europe et des autres États signataires de la Convention. Il sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Un signataire ne peut ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole sans avoir antérieurement ou simultanément ratifié, accepté ou approuvé la Convention. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Pour tout État signataire qui déposera ultérieurement son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, le Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt.

Art. 5 Adhésion

1. Tout État non membre qui a adhéré à la Convention pourra adhérer au présent Protocole après son entrée en vigueur.

2. Pour tout État adhérent, le Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion.

Art. 6 Application territoriale

1. Tout État peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Protocole.

2. Tout État contractant peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application du présent Protocole à tout autre territoire désigné dans la déclaration. Le Protocole entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Art. 7 Application dans le temps

Le présent Protocole sera applicable à l'exécution des condamnations prononcées soit avant soit après son entrée en vigueur.

Art. 8 Dénonciation

1. Tout État contractant peut à tout moment dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. Toutefois, le présent Protocole continuera à s'appliquer à l'exécution des condamnations de personnes transférées conformément aux dispositions de la Convention ou du présent Protocole avant que la dénonciation ne prenne effet.

4. La dénonciation de la Convention entraîne de plein droit celle du présent Protocole.

Art. 9 Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux États membres du Conseil de l'Europe, à tout Signataire, à toute Partie et à tout autre État qui a été invité à adhérer à la Convention:

- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c) toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à ses art. 4 et 5;
- d) tout autre acte, déclaration, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 18 décembre 1997, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des États membres du Conseil de l'Europe, aux autres États signataires de la Convention et à tout État invité à adhérer à la Convention.

(Suivent les signatures)

Champ d'application le 24 septembre 2024⁵

États parties	Ratification		Entrée en vigueur	
	Adhésion (A)	Déclaration de Succession (S)		
Allemagne	17 avril	2007	1 ^{er} août	2007
Autriche	7 décembre	2000	1 ^{er} avril	2001
Belgique*	26 mai	2005	1 ^{er} septembre	2005
Bulgarie	30 mars	2004	1 ^{er} juillet	2004
Chypre	1 ^{er} juin	2001	1 ^{er} octobre	2001
Croatie	10 octobre	2008	1 ^{er} février	2009
Danemark*	10 septembre	2001	1 ^{er} janvier	2002
Espagne*	19 juillet	2017	1 ^{er} novembre	2017
Estonie	27 octobre	1999	1 ^{er} juin	2000
Finlande	3 avril	2001	1 ^{er} août	2001
France	10 janvier	2006	1 ^{er} mai	2006
Géorgie	13 avril	2000	1 ^{er} août	2000
Grèce	13 septembre	2005	1 ^{er} janvier	2006
Hongrie	4 mai	2001	1 ^{er} septembre	2001
Irlande*	13 décembre	2006	1 ^{er} avril	2007
Islande	25 mai	2000	1 ^{er} septembre	2000
Italie*	15 juin	2021	1 ^{er} octobre	2021
Lettonie	2 juin	2005	1 ^{er} octobre	2005
Liechtenstein	13 mai	2003	1 ^{er} septembre	2003
Lituanie	31 janvier	2001	1 ^{er} mai	2001
Luxembourg	15 juillet	2003	1 ^{er} novembre	2003
Macédoine du Nord	28 juillet	1999	1 ^{er} juin	2000
Malte	26 novembre	2003	1 ^{er} mars	2004
Moldova*	12 mai	2004	1 ^{er} septembre	2004
Monténégro	6 juin	2006 S	6 juin	2006
Norvège	25 septembre	2000	1 ^{er} janvier	2001
Pays-Bas*	18 juin	2002	1 ^{er} octobre	2002
Pologne	1 ^{er} février	2000	1 ^{er} juin	2000
Portugal	11 juillet	2023	1 ^{er} novembre	2023
République tchèque	2 octobre	2002	1 ^{er} février	2003
Roumanie*	7 décembre	2001	1 ^{er} avril	2002
Royaume-Uni*	17 juillet	2009	1 ^{er} novembre	2009
Russie*	28 août	2007	1 ^{er} décembre	2007
Saint-Marin	25 juin	2004	1 ^{er} octobre	2004
Saint-Siège	15 janvier	2019 A	1 ^{er} mai	2019
Serbie	30 septembre	2002 A	1 ^{er} janvier	2003
Slovénie	26 septembre	2013	1 ^{er} janvier	2014

⁵ RO 2004 4307; 2007 1375; 2010 3457; 2016 2853; 2020 1567; 2024 524.
 Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur la plateforme de publication du droit fédéral «Fedlex» à l'adresse suivante:
www.fedlex.admin.ch/fr/treaty.

États parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de Succession (S)	Entrée en vigueur
Suède	24 novembre 2000	1 ^{er} mars 2001
Suisse	18 juin 2004	1 ^{er} octobre 2004
Turquie*	2 mai 2016	1 ^{er} septembre 2016
Ukraine*	1 ^{er} juillet 2003	1 ^{er} novembre 2003

* Réserves et déclarations.

Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO. Les textes en français et en anglais pourront être consultés à l'adresse du site Internet du Conseil de l'Europe:
<http://conventions.coe.int> ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP),
 Section des traités internationaux, 3003 Berne.